



Mêlanges de la Casa de Velázquez

Nouvelle série

50-2 | 2020

Conmemoraciones e identidades (trans)nacionales,
entre España y América Latina

Après trois décennies d'hégémonie néolibérale, voici venu le « moment populiste » ?

Manuel Cervera-Marzal



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/mcv/13088>

DOI : 10.4000/mcv.13088

ISSN : 2173-1306

Éditeur

Casa de Velázquez

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2020

ISBN : 978-84-9096-328-9

ISSN : 0076-230X

Ce document vous est offert par Université de Liège



Référence électronique

Manuel Cervera-Marzal, « Après trois décennies d'hégémonie néolibérale, voici venu le « moment populiste » ? », *Mêlanges de la Casa de Velázquez* [En ligne], 50-2 | 2020, mis en ligne le 14 septembre 2020, consulté le 27 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/mcv/13088> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mcv.13088>

Ce document a été généré automatiquement le 27 janvier 2021.



La revue *Mêlanges de la Casa de Velázquez* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

Après trois décennies d'hégémonie néolibérale, voici venu le « moment populiste » ?

Manuel Cervera-Marzal

Nommer notre époque

- 1 En quel temps vivons-vous ? A cette question, simple et désarmante, une partie grandissante de la communauté académique apporte la réponse suivante : après les « Trente Glorieuses » (1946-1975) et la « révolution néolibérale » (1975-2008), les sociétés occidentales seraient entrées, au lendemain de la crise de 2008, dans « l'ère du populisme ». Le terme « populisme » est piégé, pour deux raisons. D'abord, celles et ceux qui l'emploient sont loin d'être parvenus à fixer une définition commune du concept. C'est le cas pour la plupart des concepts politiques. « Démocratie », « pouvoir » ou « souveraineté » ont également de nombreuses acceptions. Mais le terme « populisme » fait, plus que tout autre, l'objet de désaccords qui semblent difficilement surmontables. Le second obstacle auquel sont confrontées les spécialistes du populisme tient à sa connotation normative. Dans l'espace public, « populisme » fonctionne généralement comme une injure visant à disqualifier un adversaire politique. D'où la question qui se pose aux universitaires : peut-on hisser le « populisme » au statut de concept scientifique ? Certains jugent une telle tentative vouée à l'échec. Ils préfèrent donc, dans leurs travaux, éviter soigneusement de convoquer le terme de « populisme ».
- 2 D'autres, sans ignorer les difficultés mentionnées ci-dessus, pensent qu'on aurait tort de se passer du concept de « populisme » car ce dernier dit quelque chose de notre époque. Quatre ouvrages récents font même du « populisme » le phénomène politique décisif du temps présent. J'entends examiner ici ces quatre ouvrages, de manière nécessairement schématique puisque je me concentre sur la façon dont ils caractérisent la période actuelle, en laissant de côté d'autres aspects de ces quatre livres. Pierre

Rosanvallon, historien au Collège de France, intitule ainsi son dernier ouvrage *Le siècle du populisme*. Selon lui, le populisme est « l'idéologie ascendante du XXI^e siècle¹ ». Ce constat est partagé par les professeurs de science politique Ilvo Diamanti et Marc Lazar. Ces derniers considèrent qu'au début des années 2000 s'est ouverte une « nouvelle ère », qu'ils appellent « peuplecratie », caractérisée par « l'essor des populismes² ». Leur collègue politiste Arnaud Zacharie parle, pour sa part, de « moment populiste³ ». Derrière la différence terminologique, l'analyse reste semblable : les partis populistes, qui prétendent défendre un peuple vertueux contre les élites corrompues, montent actuellement en puissance dans la plupart des pays démocratiques. Le phénomène est d'autant plus préoccupant qu'il se répand tel une tâche d'huile. Comme l'écrivent Lazar et Diamanti, « tous les acteurs politiques s'adaptent au langage et aux revendications des populistes. Pour les contrecarrer, pour neutraliser leur charge, on tend, souvent, à les imiter⁴ ».

Le populisme : une mauvaise réponse à de vrais problèmes

- 3 Rosanvallon, Diamanti, Lazar et Zacharie défendent une thèse ambivalente : le populisme apporte des solutions erronées, voire dangereuses, à des problèmes réels. Autrement dit, selon ces quatre auteurs, le populisme est le fruit des difficultés qui minent de l'intérieur les démocraties libérales : la montée des inégalités et du chômage, le déclin des partis politiques, la hausse de l'abstention, la défiance des citoyens envers les médias, la dégradation du débat public, l'insécurité culturelle provoquée par l'arrivée de migrants, les attentats. Mais, selon ces quatre auteurs, les populistes ne feraient qu'aggraver les maux qu'ils dénoncent. Le populisme est donc surtout une menace qu'il convient de conjurer.
- 4 Aux yeux de Pierre Rosanvallon, les populistes portent atteinte aux fondements des régimes libéraux. Ils tentent d'instaurer une « démocratie » dans laquelle, au nom d'un peuple mythifié, un leader concentre la plupart des pouvoirs. Ce faisant, explique Rosanvallon, les populistes s'en prennent aux droits des individus, aux corps intermédiaires, aux cours constitutionnelles, à la liberté de la presse, aux opposants politiques et aux associations. Chez Marc Lazar et Ilvo Diamanti, les chefs d'accusation sont tout aussi nombreux. En s'appuyant d'ailleurs à plusieurs reprises sur les réflexions de Rosanvallon, Diamanti et Lazar reprochent aux populistes d'exciter les passions, d'adopter une vision du monde simpliste et manichéenne, d'ignorer la séparation des pouvoirs, de basculer facilement dans la xénophobie et l'antisémitisme, de professer la haine des élites, de fustiger la démocratie et de confier à un leader tout-puissant l'incarnation de la souveraineté populaire. Arnaud Zacharie reprend en partie ces critiques mais en ajoute une dernière, plus spécifique, qui pointe le caractère mensonger du phénomène : les populistes font souvent campagne en s'attaquant verbalement aux puissances de l'argent mais, une fois au pouvoir, ils se plient volontiers aux lois du marché. L'idéologie nationaliste et le démantèlement du droit social vont parfaitement de pair.
- 5 À ce stade, une objection peut venir à l'esprit : que font ces auteurs du populisme de gauche ? Peut-on affirmer que Syriza et Podemos veulent détruire la démocratie représentative alors même qu'ils jouent pleinement le jeu des élections ? Peut-on affirmer que ces deux mouvements portent en germe une dérive autoritaire quand,

durant leur passage au gouvernement (2015-2019 en Grèce, depuis 2020 en Espagne), ils ont assoupli les lois répressives mises en œuvre par les gouvernements qui les avaient précédés ? Rosanvallon, Diamanti, Lazar et Zacharie n'ignorent pas cette objection. C'est pourquoi les quatre auteurs opèrent une distinction entre populisme de gauche et populisme de droite, en soulignant que les premiers ont une conception « inclusive » du peuple tandis que les seconds ont une conception « exclusive », qui stigmatise l'Islam et les étrangers. Les populistes de droite adoptent une idéologie nationaliste tandis que les populistes de gauche sont des héritiers de l'internationalisme ouvrier. Pourtant, en dépit des réserves qu'ils formulent très clairement, les quatre auteurs finissent par subsumer sous une même étiquette — le « populisme » — Aube dorée et Syriza, Vox et Podemos, le Front national et la France insoumise, *Occupy Wall Street* et le *Tea Party*, Pegida et Die Linke. La thèse des quatre universitaires pourrait se formuler ainsi : ce qui rapproche l'extrême-droite et la gauche radicale est plus fort que ce qui les sépare. À quoi tient cette proximité ? « Au désir d'une société fermée⁵ », c'est-à-dire au rejet de la mondialisation, répondent Marc Lazar et Ilvo Diamanti. À une « culture souverainiste transversale⁶ », abonde Pierre Rosanvallon. Au possible glissement vers un « discours national-populiste » hostile à « l'Union européenne et aux migrants »⁷, conclut Arnaud Zacharie.

- 6 Le concept de « populisme » permet ainsi de soumettre la gauche radicale et l'extrême-droite à une même grille de lecture. La conjoncture idéologique actuelle est dominée par l'idée qu'il n'existe aucune alternative à la marchandisation du monde et à la concurrence généralisée. Dans ce contexte, le mot « populisme » est l'une des meilleures trouvailles de l'extrême-centre. Ce mot permet de (dis)qualifier d'un seul geste les projets politiques jugés trop à gauche ou trop à droite. De Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen, beaucoup ont tenté de retourner le stigmate. En Amérique latine, le « populisme » n'est d'ailleurs pas une insulte. Il fait simplement référence à un type de régime dont Juan Perón (président argentin entre 1945 et 1956) a fourni la matrice. Mais, en Europe, le mot reste négativement connoté.

Peut-on défendre le populisme ?

- 7 La philosophe belge Chantal Mouffe fait partie des rares intellectuels européens à ne pas adopter cette conception péjorative du populisme. Proche des dirigeants de Podemos et de la France insoumise, Chantal Mouffe est la principale théoricienne du populisme de gauche. Sa caractérisation de la période actuelle converge avec celle des quatre auteurs abordés jusqu'ici. En effet, dans son dernier ouvrage, Mouffe écrit : « La crise économique de 2008 a mis en évidence les contradictions du modèle néolibéral — l'hégémonie néolibérale se trouvant contestée par différents mouvements anti-establishment de droite comme de gauche. Telle est la nouvelle conjoncture que j'appelle “moment populiste”⁸ ». Mais Chantal Mouffe défend le « populisme de gauche » que Rosanvallon, Diamanti, Lazar et Zacharie attaquent frontalement. « Ce livre, écrit-elle, est conçu comme une intervention politique et il ne cache absolument pas son caractère partisan. J'expliquerai ce que j'entends par “populisme de gauche” et je montrerai que, dans la conjoncture actuelle, il est la stratégie dont nous avons besoin pour revitaliser et approfondir les idéaux d'égalité et de souveraineté populaire constitutifs d'une politique démocratique⁹ ». Le désaccord est donc radical.

- 8 Pierre Rosanvallon reproche à Chantal Mouffe d'être « fascinée » par « l'antilibéralisme radical »¹⁰ du juriste nazi Carl Schmitt. Il ajoute que « c'est d'ailleurs cette fascination qui fait intellectuellement un des liens entre populisme de droite et populisme de gauche »¹¹. Cette accusation est infondée. Chantal Mouffe écrit que Carl Schmitt « se trompe » lorsqu'il postule l'existence d'une « contradiction insurmontable » entre libéralisme et démocratie¹². Mouffe prend ses distances avec Schmitt car, pour elle, tout l'enjeu actuel est de « rétablir l'articulation, désavouée par le néolibéralisme, entre libéralisme et démocratie¹³ ». Rosanvallon présente donc comme une adversaire de la démocratie libérale une philosophe qui prend explicitement la défense de ce type de régime politique. Ilvo Diamanti et Marc Lazar émettent des accusations tout aussi caricaturales. Selon ces derniers, le populisme de gauche théorisé par Chantal Mouffe serait « critique de la démocratie représentative, illibéral donc, et fervent promoteur de la démocratie directe¹⁴ ». À l'appui de leur jugement, Diamanti et Lazar ne fournissent aucune citation des textes de Chantal Mouffe, et on les comprend, puisque Mouffe ne dit jamais ce qu'ils tentent de lui faire dire. Dans son dernier livre elle prend, comme dans les précédents, la défense de la démocratie représentative. Elle précise que, « dans certains cas particuliers, parallèlement aux institutions représentatives », on « pourrait imaginer » des « formes directes de démocratie »¹⁵.
- 9 Cela nous conduit à une question épineuse : celle du rapport entre libéralisme politique et démocratie directe. Chantal Mouffe revendique son appartenance au premier tout en cherchant à y ajouter quelques touches de la seconde. D'où l'interrogation suivante : le libéralisme politique est-il compatible avec une dose, même infime, de démocratie directe ? On peut répondre par l'affirmative. Le libéralisme politique n'est pas un courant philosophique homogène. Certains de ses théoriciens promeuvent une démocratie représentative hostile à toute forme de démocratie directe, mais plusieurs tenants du libéralisme politique pensent au contraire qu'il est compatible avec des dispositifs de démocratie directe tels que le referendum, les jurys citoyens ou les assemblées locales, à condition que ces dispositifs respectent la Constitution et la séparation des pouvoirs. Chantal Mouffe fait partie de cette catégorie. On peut par ailleurs ajouter que le populisme (démocratique et de gauche) défendue par Chantal Mouffe ne menace pas les institutions libérales, comme on l'a trop souvent entendu, mais offre au contraire à ces institutions une forme de régénération.
- 10 Pierre Rosanvallon, Ilvo Diamanti et Marc Lazar condamnent en bloc le populisme. Chantal Mouffe défend le populisme de gauche contre le populisme de droite. Et Arnaud Zacharie adopte une position intermédiaire puisqu'il critique le populisme de gauche tout en refusant de l'assimiler au populisme de droite. Une autre question sensible divise ces cinq auteurs : qui vote pour les populistes ? En effet, une analyse globale du phénomène ne saurait se limiter à l'étude de l'offre populiste, c'est-à-dire des partis politiques. Il convient d'analyser également la demande populiste, c'est-à-dire l'électorat. Pour Arnaud Zacharie, Pierre Rosanvallon et Chantal Mouffe, l'électorat populiste est essentiellement composé des « perdants de la mondialisation » — tous les trois utilisent cette expression¹⁶. Pourtant, une telle affirmation n'a rien d'évident, surtout lorsqu'on se souvient qu'en 2016 les électeurs de Donald Trump étaient plus riches et plus diplômés que la moyenne nationale. La couleur de peau et le sexe ont pesé autant, voire davantage, que la classe sociale. En outre, dans l'étude la plus complète réalisée sur ce sujet, le sociologue Matthijs Rooduijn a démontré, en comparant quinze partis populistes issus de onze pays européens, que le vote populiste

n'est pas l'expression des laissés-pour-compte de la mondialisation¹⁷. Contrairement à une croyance largement répandue, écrit Rooduijn, « il n'existe aucune preuve du fait que les électeurs des partis populistes soient davantage au chômage que le reste de la population, qu'ils aient de plus faibles revenus, qu'ils aient moins de diplômes et qu'ils soient davantage issus des classes populaires¹⁸ ».

Le noyau introuvable du populisme

- 11 Marc Lazar et Ilvo Diamanti vont plus loin. Ils déconstruisent l'idée qu'existerait un électorat populiste homogène. « La géographie des électeurs populistes varie, comme leurs appartenances socio-professionnelles, leurs âges, leurs niveaux d'instruction, leurs ancrages territoriaux, leurs motivations aussi. Ou encore la signification de leur vote¹⁹ ». Une telle affirmation est étayée par les nombreuses données (enquêtes CEVIPOF, World Values Survey, European Social Survey, résultats électoraux) compilées dans un ouvrage récent, *Les origines du populisme*²⁰, paru au Seuil dans la collection dirigée par Pierre Rosanvallon. Le quatrième chapitre de ce livre montre que les électeurs populistes sont divisés sur au moins quatre sujets²¹ : l'immigration (une menace ou une richesse ?), le rôle de l'Etat (doit-il intervenir dans l'économie ou laisser faire le marché ?), l'Union européenne (faut-il sortir des traités ou les réformer ?) et les minorités sexuelles (faut-il leur accorder davantage de droits ?).
- 12 Parler d'un « moment populiste » suppose d'identifier un dénominateur commun aux phénomènes qu'on englobe sous cette étiquette. Or il semblerait, au terme de ce parcours, qu'un tel dénominateur ne soit localisable ni du côté des partis ainsi désignés (qui n'ont pas tous la même idéologie, le même programme, le même mode d'organisation), ni du côté des électeurs (qui n'ont pas le même profil sociologique ni les mêmes valeurs). Nous sommes ainsi ramenés à la question initiale : comment nommer notre époque ? Une telle opération n'est jamais neutre. Les historiens le savent mieux que quiconque. « La désignation d'une période, écrit Dominique Kalifa, charrie avec elle tout un imaginaire, une théâtralité, voire une dramaturgie²² ». Ainsi, l'expression « moment populiste » nous en apprend peut-être davantage sur les présupposés de ceux qui l'utilisent que sur l'époque qu'ils entendent décrire. Quatre présupposés semblent en effet récurrents parmi les adeptes de cette expression : l'hégémonie néolibérale qui s'était imposée dans les années 1980 est en crise depuis 2008 ; la principale manifestation de cette crise du néolibéralisme est la césure grandissante entre le peuple et les élites ; la colère populaire se traduit par la montée de partis anti-système, de droite ou de gauche ; l'efficacité électorale des partis populistes conduisent leurs rivaux non-populistes à imiter les recettes populistes, de sorte que la mue populiste affecte dans leur ensemble les démocraties représentatives contemporaines.

NOTES

1. ROSANVALLON, Pierre, *Le siècle du populisme. Histoire, théorie, critique*, Paris, Seuil, 2020, p. 14.
2. DIAMANTI, Ilvo, LAZAR, Marc, *Peuplecratie. La métamorphose de nos démocraties*, Paris, Gallimard, 2019, p. 20.
3. ZACHARIE, Arnaud, *Mondialisation et national-populisme. La nouvelle grande transformation*, Lormont, Bord de l'eau, 2019, p. 164.
4. DIAMANTI et LAZAR, *op. cit.*, p. 150.
5. DIAMANTI et LAZAR, *op. cit.*, p. 51.
6. ROSANVALLON, *op. cit.*, p. 91.
7. ZACHARIE, *op. cit.*, p. 172.
8. MOUFFE, Chantal, *Pour un populisme de gauche*, Paris, Albin Michel, 2018, p. 17.
9. *Ibid.*, p. 21.
10. ROSANVALLON, *op. cit.*, p. 31.
11. *Ibid.*
12. MOUFFE, *op. cit.*, p. 28.
13. *Ibid.*, p. 71.
14. DIAMANTI et LAZAR, *op. cit.*, p. 56.
15. MOUFFE, *op. cit.*, pp. 100-101.
16. ZACHARIE, *op. cit.*, p. 15 ; MOUFFE, *op. cit.*, p. 90 ; ROSANVALLON, *op. cit.*, p. 11.
17. ROODUIJN, Matthijs, « What Unites the Voter Bases of Populist Parties ? Comparing the Electorates of 15 Populist Parties », *European Political Science Review*, 10 (3), 2018, pp. 351-368.
18. *Ibid.*, p. 364.
19. DIAMANTI et LAZAR, *op. cit.*, p. 63.
20. ALGAN, Yann, BEASLEY, Elizabeth, COHEN, Daniel, FOUCAULT, Martial, *Les origines du populisme. Enquête sur un schisme politique et social*, Paris, Seuil, collection « La République des idées », 2019.
21. *Ibid.*, pp. 63-78.
22. KALIFA, Dominique, « Dénommer l'histoire », dans ID. (dir.), *Les noms d'époque. De « Restauration » à « années de plomb »*, Paris, Gallimard, 2020, p. 9.

RÉSUMÉS

Au sein de la littérature académique, l'idée s'impose que les sociétés occidentales seraient entrées dans « l'ère du populisme ». Après trente années d'hégémonie néolibérale, nous connaissons actuellement une nouvelle période historique où la vie politique serait chaque fois plus conflictuelle, personnalisée et émotionnelle. À travers une reconstruction des principaux arguments des théoriciens du « moment populiste », cet article entend pointer les apports et les limites d'un tel diagnostic historique, en s'appuyant sur l'analyse de quatre ouvrages récemment parus. Il en ressort notamment que, derrière un consensus apparent, les théoriciens du « moment populiste » s'écharpent sur plusieurs questions clé : la définition du populisme, sa relation avec le libéralisme politique et les caractéristiques de l'électorat populiste.

AUTEUR

MANUEL CERVERA-MARZAL

FNRS / Université de Liège (PragmaPolis)